



128, Bd Auguste Blanqui
75013 Paris
Tél : 01 44 08 69 30
Fax: 01 44 08 69 40

Paris, le 27 juin 2007

Gilles MOINDROT
Secrétaire Général

A

Monsieur Pierre-Yves DUWOYE
Secrétaire Général
Ministère de l'Éducation Nationale, de
l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
110, rue de Grenelle
75357 PARIS 07 SP

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur l'inquiétude des personnels et directeurs, lorsqu'il s'est avéré que des personnes extérieures à l'expérimentation de *Base Elèves* ont pu avoir librement accès, par Internet, au contenu de fichiers, mettant ainsi gravement en cause le dispositif de sécurité de « base élèves du premier degré » et la nécessité de confidentialité des données recueillies.

Ceci a d'ailleurs conduit vos services à mettre en place un dispositif de renforcement de la sécurité de l'application de BE1D et à demander aux Recteurs et Inspecteurs d'Académie de prendre les dispositions d'urgence de vérification de l'information diffusée sur les sites institutionnels ainsi qu'à changer immédiatement tout mot de passe identique à l'identifiant. Par mesure de sécurité, l'application de Base Elève a dû être fermée du 15 au 18 juin.

Cette situation ne peut que confirmer nos inquiétudes quant à l'utilisation d'une telle application automatisée et centralisée. Le principe de précaution que nous avons évoqué prend ici tout son sens.

Nous vous avons déjà interpellé par courrier ou lors de réunions pour vous faire part de nos inquiétudes concernant :

- l'existence de fichiers centralisés.
- l'accès à l'ensemble des champs des fiches nominatives individuelles des élèves par les inspections de circonscription et académiques.
- le renseignement obligatoire de champs concernant l'origine des élèves.
- l'existence de champs pouvant figer un étiquetage des élèves parmi lesquels la prise en charge par le RASED ou l'absentéisme.

Nous ne pouvons que réitérer nos remarques concernant l'ensemble du dispositif, notamment sur les questions éthiques. Nous vous demandons de mettre un terme à la généralisation de cette application dont nous demandons l'arrêt et d'effectuer un bilan de l'expérimentation dans les meilleurs délais.

Veillez recevoir, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments respectueux.

Gilles MOINDROT